

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 octobre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-213

présenté par

M. Brun, Mme Audibert, M. Benassaya, M. Jean-Claude Bouchet, Mme Dalloz, M. Descoeur,
Mme Kuster, Mme Meunier, M. Nury, M. Rolland, M. Jean-Pierre Vigier, Mme Trastour-Isnart et
M. de Ganay

ARTICLE 2

I. – À la fin de l’alinéa 10, substituer au montant :

« 1 592 € »

le montant :

« 2 336 € ».

II. – En conséquence, à la fin de l’alinéa 11, substituer au montant :

« 3 756 € »

le montant :

« 4 040 € ».

III. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« III. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés à l’article 991 du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 a abaissé le plafond de l'avantage en impôt résultant de l'application du quotient familial. Cette mesure a concerné près de 800 000 foyers, appartenant essentiellement à la classe moyenne.

Or le quotient familial ne doit pas être vu comme une aide sociale, mais bien comme un dispositif visant à encourager la natalité. De fait, il n'est pas pertinent d'en diminuer le plafond.

Ainsi, cet amendement doit permettre de revenir, à partir du 1^{er} janvier 2022, à des montants plus proches des plafonnements antérieurs à la loi de finances pour 2013.